



CONFERENCE DE PRESSE HEBDOMADAIRE DE LA MINUSCA **Mercredi, 24 novembre 2021**

Textes

- Vladimir MONTEIRO, porte-parole de la MINUSCA
- Lieutenant-Colonel Abdoul Aziz OUEDRAOGO, porte-parole de la Force
- Capitaine Mazalo AGBA, porte-parole de la Police

PORTE-PAROLE DE LA MINUSCA

● A l'occasion de la journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles, commémorée le 24 novembre de chaque année, la conférence de presse de ce jour est consacrée à cette thématique avec le Commandant Charlotte Issa, Directeur par intérim de l'Unité Mixte d'Intervention Rapide et de Répression des violences sexuelles faites aux femmes et aux enfants (UMIRR) et Beatrix A. Colijn, Conseillère principale de la MINUSCA sur les violences sexuelles liées au conflit.

La résolution 2605 récemment adoptée par le Conseil de sécurité des Nations Unies demande à la MINUSCA d'apporter une protection et une aide spécifiques aux femmes et aux enfants touchés par le conflit armé, notamment en déployant des conseillers, en mettant sur pied des consultations avec des organisations de femmes, et en adoptant une démarche, en particulier pour aider au mieux celles ayant réchappé de violences sexuelles, et appuyer la participation des femmes aux mécanismes d'alerte rapide.

● Dans son message relatif à cette journée, le Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, précise que « La violence à l'égard des femmes et des filles reste la violation des droits humains la plus répandue et la plus pressante qui soit. À la fois crime odieux et urgence de santé publique, elle a de lourdes conséquences pour des millions de femmes et de filles partout dans le monde. » Le Secrétaire général appelle à « des stratégies globales à long terme pour s'attaquer aux causes profondes de la violence, protéger les droits des femmes et des filles et encourager des mouvements de défense des droits des femmes forts et autonomes. » « Le changement est possible. Le moment est venu de redoubler d'efforts pour éliminer, ensemble, la violence à l'égard des femmes et des filles d'ici à 2030 », conclut le Secrétaire général.

● Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en République centrafricaine (RCA), Mankeur Ndiaye, achève ce mercredi une mission à New York, dominée par des entretiens sur le nouveau mandat de la MINUSCA et la situation en RCA. Mankeur Ndiaye a été reçu en audience par le Secrétaire général, Antonio Guterres, qui lui a exprimé sa disponibilité et son

soutien à la MINUSCA dans l'exercice de son mandat. Il a rencontré d'autres officiels des Nations Unies notamment les sous-secrétaires générales chargées de la lutte contre les atteintes et exploitations sexuelles et de la protection des victimes.

Le Représentant spécial a également eu des entretiens avec les représentants permanents de la Chine, de la France, de la Russie et du Royaume-Uni auprès des Nations Unies et membres permanents du Conseil de sécurité. Il a aussi rencontré les représentants permanents du Maroc, du Burundi et du Rwanda, trois pays fournisseurs de troupes (Maroc, Burundi et Rwanda) et de personnel de police (Rwanda) de la MINUSCA. Les interlocuteurs du Représentant spécial lui ont exprimé leur soutien au travail de la Mission.

La MINUSCA réaffirme son engagement à exécuter son mandat en toute impartialité, dans le strict respect des valeurs de l'organisation des Nations Unies et en étroite coopération avec les autorités centrafricaines. Elle se félicite de la disponibilité du Président de la République exprimée devant le Conseil, le 18 octobre dernier, de continuer « de travailler étroitement avec la MINUSCA pour préserver les gains sécuritaires engrangés, y compris dans l'extension de l'autorité de l'État, et oeuvrer à la sauvegarde de l'intégrité du territoire, en coopération avec tous les États de la sous-région». A cette occasion, le Chef de l'Etat avait appelé au renouvellement du mandat renforcé de la MINUSCA, en précisant que "ce mandat est encore essentiel dans les processus politiques et de paix, ainsi que pour la protection des populations civiles et la fourniture, sans restriction, de l'aide humanitaire."

La MINUSCA rend hommage à la population centrafricaine et lui réitère la solidarité et le soutien continu" des Nations Unies à la RCA, exprimés par le Secrétaire général le 4 novembre dernier.

ELECTIONS

Une mission technique de suivi des préparatifs des élections locales de 2022/2023, composée notamment de la Division de l'Assistance électorale du Département des Affaires Politiques et de Commission de Consolidation de la Paix des Nations Unies, séjourne depuis mardi en RCA. Les entretiens de cette délégation avec les acteurs institutionnels et gouvernementaux ainsi que les partenaires internationaux portent sur diverses questions notamment les leçons apprises de l'appui international aux récentes élections présidentielle et législatives, les conditions favorables à la tenue d'élections locales inclusives, participatives et apaisées, la mobilisation des ressources, la participation des personnes déplacées et des réfugiés de retour en RCA et la sécurisation desdites élections, entre autres points.

La délégation s'est entretenue mardi avec le Ministère de l'Administration du territoire, de la décentralisation et du développement local, l'Autorité nationale des élections (ANE), ainsi qu'avec la Cour constitutionnelle, trois des acteurs majeurs des processus électoraux en RCA.

DROITS DE L'HOMME

- Au cours de la période du 16 au 22 novembre, la MINUSCA a documenté et confirmé 19 incidents d'abus et de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire, ayant

affecté au moins 37 victimes (20 hommes, quatre femmes, 12 adultes non-identifiés et une victime collective). Un total de 14 allégations ayant affecté 20 victimes, est en cours de vérification.

Malgré cette baisse par rapport à la semaine dernière (33 in./102 vic.), la Division des droits de l'homme (DDH) observe une augmentation globale sur les deux derniers mois notamment dans l'Ouham-Pendé et la Haute-Kotto.

Les forces étatiques et autres personnels de sécurité ont commis 14 incidents confirmés affectant 21 victimes tandis que les groupes armés signataires de l'APPR-RCA sont responsables de cinq incidents ayant affecté 16 victimes.

Dans l'Ouham-Pendé, un incident attribué aux 3R aurait causé la mort d'au moins 12 civils. La MINUSCA condamne ces attaques et enjoint le 3R et l'UPC, à cesser les violences contre les civils et à respecter le cessez-le-feu décrété par le Chef de l'Etat.

Les 17 et 18 novembre, la DDH a organisé un atelier de formation sur les techniques de documentation et de protection des droits de la femme pour 60 femmes membres de l'Organisation des femmes de Centrafrique (OFCA) à Bria et d'autres localités de la Haute-Kotto. Cette activité a permis non seulement de renforcer les capacités de la société civile locale mais également de créer un système d'alertes précoces sur les allégations de violations des droits des femmes de la région.

PROTECTION DE L'ENFANT

- Entre le 12 et le 18 novembre, 41 incidents de violations graves des droits de l'enfant dont 38 commis par les groupes armés. Les groupes armés sont notamment responsables de 27 cas de recrutement et d'exploitation et de six cas de violences sexuelles. Les agents étatiques et autres personnels sont responsables de trois violations.

La MINUSCA a également organisé 11 sessions de sensibilisation qui ont réuni 308 participants (74 femmes), parmi lesquels des membres des réseaux d'alerte précoce et des membres des FACA et des forces de sécurité intérieure (FSI).

BUREAUX REGIONAUX

- Une mission composée des autorités préfectorales du Haut Mbomou, dont le Préfet Commandant Jude Ngayoko, et de la MINUSCA, dirigée par la cheffe du bureau à Obo, s'est rendue à Zémio dans le cadre de renforcement de capacité du comité technique de sécurité. La mission a procédé à l'évaluation de la situation sécuritaire et sensibilisé la population sur les élections locales, le vivre ensemble dans la communauté et le nouveau mandat de la MINUSCA.

- A Bria, la MINUSCA a remis officiellement à la population et aux autorités de la Haute-Kotto le tribunal de grande instance et l'abattoir moderne de Bria, construits dans le cadre de projets à impact rapide, tandis que les travaux du quartier des femmes de la prison et du centre correctionnel de Bria ont été lancés. Ces projets faciliteront le retour de l'autorité judiciaire dans la Haute-Kotto pour lutter contre l'impunité.

Le bureau électoral régional de la MINUSCA à Bria et la radio communautaire La Voix de Barangbake vont collaborer dans le cadre de la campagne d'information et de sensibilisation électorale en vue d'une participation massive aux élections locales dans la sous-préfecture de Bria.

COVID-19

Les chiffres de la Covid-19 au sein de la MINUSCA en date du 23 novembre 2021:

- Cas accumulés	884
- Cas guéris	860
- Cas actifs	6
- Décès	9

PORTE-PAROLE DE LA FORCE DE LA MINUSCA

La semaine écoulée, la situation sécuritaire sur l'ensemble du territoire a été relativement calme avec cependant quelques incidents commis par les éléments des groupes armés coalisés contre les populations civiles dans le secteur Ouest. Ces attaques qui vont à l'encontre du droit international ont été l'objet de graves violations des droits humains.

Face à la situation sécuritaire dans certaines zones, le leadership de la Force a effectué des visites opérationnelles afin de mieux s'enquérir de la situation sur le terrain et donner les directives adéquates pour protéger au mieux les populations civiles.

Ainsi, le jeudi 18 novembre, le commandant de la Force, le général de corps d'armée Sidiki Daniel Traoré a rendu visite aux unités de la Task Force Bambari, dans le secteur centre. Avec les chefs des unités déployées dans la zone il a été question du nouveau mandat et de son application, et bien entendu de la situation sécuritaire dans la zone. Il y a également eu des échanges francs et constructifs avec le préfet de la Ouaka, en présence du chef du Bureau régional.

Les 22 et 23 novembre, le chef d'état-major de la Force, le Général de Brigade Stéphane Marchenoir s'est rendu dans le secteur ouest, plus précisément à Bossangoa et Paoua. Il a ainsi pu rencontrer les autorités de l'Ouham et de l'Ouham-Pendé, les autres composantes de la MINUSCA, le maire de Bossangoa ainsi que les représentants des FACA et des FSI.

Sur le plan sécuritaire, les semaines passées ont été marquées par une multiplication des violations de l'accord de statut des Forces (SOFA), signé entre le gouvernement centrafricain et les Nations Unies. Tout en réitérant sa volonté et sa disponibilité à coopérer avec les FSI et les FACA, la Force appelle au respect strict de cet accord et invite les différents acteurs à travailler dans un esprit de collaboration mutuelle pour le bien des populations civiles, dont la protection demeure la priorité de la MINUSCA.

A l'Est du pays, les différents contingents de la Force poursuivent leurs patrouilles afin d'écartier toute menace sur les populations après que des mouvements d'éléments armés aient été signalés à Laffolo. Les casques bleus rwandais ont assuré l'escorte de la représentante adjointe du SG accompagnée de deux ministres centrafricains pour l'inauguration de projets à impact rapide à Bria.

Au centre du pays, la situation sécuritaire est demeurée calme, mais imprévisible. Lors de sa visite, le commandant de la force a salué l'engagement des troupes et invité à poursuivre les actions de sécurisation et de protection des civiles. En outre, la Force continue de constater l'augmentation des dissidents des groupes armés qui sont candidats volontaires au DDR. L'axe Bambari-Alindao-Pombolo a fait l'objet d'une attention particulière.

A l'Ouest du pays, la situation a été un peu plus agitée, à cause de la recrudescence des affrontements entre les groupes armés et les FACA. Des incidents et des violents combats ont été rapportés à Nguia-Bouar, Mourkounda, Kouki et sur des sites miniers artisanaux dans les environs de Nana-Bakassa. Les unités ont été alertées et elles ont accentué leurs mouvements sur les axes principaux. Des patrouilles robustes de vérification ont envoyées dans les zones où des incidents ont été signalés.

À Bangui, la situation a été relativement calme. Les casques bleus rwandais ont assuré la sécurisation, dans le 7^e arrondissement, d'une cérémonie à laquelle le Président de la République a pris part. A l'approche de la célébration de la proclamation de la République, les unités de la Joint Task Force de Bangui en liaison avec les FACA et les FSI ont intensifié les patrouilles afin de rassurer les populations.

ACTIVITES DE SOUTIEN AUX POPULATIONS

Dans le cadre des activités civilo-militaires, la Force poursuit ses actions au profit des populations civiles. À Bangui, les unités de la JTFB ont distribué 112.650 litres d'eau potable au profit de 4640 bénéficiaires. Ils ont également traité gratuitement 126 personnes dans le district de Landja. Les membres du contingent serbe ont fait un don de kits scolaires, ainsi que d'une somme de 400.000F CFA aux pensionnaires de la mission de charité « Mère Thérèse ».

A Berberati, la Force a participé à la réhabilitation de l'axe principal de la ville, après d'énormes dégâts dus aux pluies. À Kaga-Bandoro, le génie pakistanais a organisé un atelier de formation professionnelle en couture, soudure et menuiserie, de même qu'une formation aux premiers secours au profit des jeunes. Ils ont également donné des fauteuils roulants aux personnes handicapées.

L'unité cambodgienne de génie a, quant à elle, réparé la route menant à PK3 sur l'axe Bambari-Tagbara. A Rafai, le bataillon marocain, en plus de la distribution d'eau potable, a rendu à nouveau opérationnel le puits qui était hors d'usage depuis quelque temps. Enfin, à Birao et ses environs et de Sisi à Doul-Doul les équipes féminines d'engagement zambiennes continuent leur formidable travail auprès des femmes pour, non seulement leur autonomisation, mais aussi pour renforcer leur compétence et leur confiance en soi.

PORTE-PAROLE DE LA POLICE DE LA MINUSCA

La semaine écoulée a été marquée par la visite le 18 novembre à Bambari, du chef de la Composante Police, le Commissaire Christophe Bizimungu, du commandant de la Force et du Directeur par intérim de l'Appui à la mission. Cette visite conjointe avait pour but d'évaluer la situation sécuritaire et les conditions de travail des troupes. Ils ont par ailleurs rencontré le préfet de la Ouaka et l'équipe spéciale d'intervention (SWAT) de l'Indonésie détachée depuis le 17 Octobre en appui aux autres unités présentes dans la localité.une cérémonie de remise d'ouvrages.

Le 23 novembre, UNPOL a procédé à la remise d'un forage, des panneaux solaires et de chambre de sûreté à la Brigade motorisée de Bimbo. Un projet réalisé sur fond programmatique de la composante Police à hauteur de 30.847.477 francs CFA, pour contribuer à l'amélioration des conditions de travail des Forces de sécurité intérieure (FSI).

A Bangui, le 20 novembre, les équipes UNPOL des colocations de Bangui et l'Unité de Police Constituée du Rwanda ont appuyé les FSI, pour la couverture sécuritaire de la rencontre du chef de l'Etat centrafricain avec les autorités locales, les chefs de quartiers et des villages des communes de Bangui, Bimbo et Bégoua.

Toujours à Bangui, le point focal protection de l'enfant a effectué une visite de travail à la Direction des Services de Police Judiciaire (DSPJ). L'entretien avec la commissaire de police, chargée de la protection de l'enfance et des violences basées sur le genre, a porté sur la protection des enfants en général et en particulier celui d'un enfant accusé de pratiques de charlatanisme et de sorcellerie ayant subi des violences physiques.

Dans le cadre de la protection des civils, de la promotion de l'État de Droit et de l'extension de l'Autorité de l'État, les UNPOL ont animé des séances de Mentoring, Monitoring et Advising au profit des FSI. Les FPU continuent les missions d'escorte et de protection des hautes personnalités centrafricaines et des Magistrats de la Cour Pénale Spéciale (CPS). Les équipes UNPOL des colocations de Bangui, les FSI et JTFB intensifient leurs patrouilles conjointes et mixtes, sur les différentes artères et carrefours stratégiques de la ville. En outre, les UNPOL ont assuré la couverture sécuritaire des lieux de culte dans la Commune de Bangui.

En région, une équipe conjointe UNPOL/FSI de Kaga-Bandoro a effectué le 20 novembre, une mission d'évaluation sécuritaire dans la Sous-Préfecture de Mbrès. Ce déplacement a également permis une prise de contact avec les dix nouveaux gendarmes, déployés il y a quelques semaines dans la zone.

A Bambari, le 19 novembre 2021, UNPOL s'est entretenu avec quelques habitants du quartier PK0 sur les violences sexuelles basées sur le genre. L'objectif de cette sensibilisation est d'amener les participants à dénoncer les auteurs de ces actes aux personnes ou autorités compétentes afin de mettre fin à l'impunité et garantir une meilleure prise en charge des victimes.

Parallèlement, UNPOL en poste à Ndélé, a animé une séance de sensibilisation sur la protection de l'enfant au quartier Gozamar I, au profit d'un groupe de personnes. Elle les a par ailleurs exhortés à dénoncer les cas de violation des droits de l'enfant aux autorités compétentes.

En renforcement de capacités, UNPOL a clôturé le 19 novembre, 4 sessions de formations au profit de 120 personnels des Forces de Sécurité Intérieure à Bangui. Les modules enseignés ont porté sur le Maintien et Rétablissement de l'Ordre Public, au Camp Izamo, Droit et Protection des Civils en période Electorale à l'Ecole de Gendarmerie, sécurité routière, Corruption, Conduite et Discipline à l'Ecole de Police.

La formation en Police Technique et Scientifique portant sur la signalisation et la constatation se poursuit à la base logistique de la MINUSCA et prendra fin le vendredi 26 novembre.

© SCPI 2021